

# **AU-DELÀ DE LA LECTURE FÉDÉRALISTE : ANALYSER LE CONFLIT SUR UNE PLATEFORME EN LIGNE DÉLIBÉRATIVE EUROPÉENNE**

Jessy BAILLY<sup>1</sup>

L'article porte sur l'étude quantitative et qualitative de la plateforme numérique mise en place lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (2021-2022). Il s'agit d'interroger l'interactivité et la conflictualité dans les commentaires entre utilisateurs, à partir de l'analyse de quinze propositions sur l'« avenir de l'Europe ». Par rapport aux travaux sur les dispositifs délibératifs en ligne mis en place par l'UE, on montre de manière quantitative que la plateforme étudiée donne lieu à des commentaires dialogaux et à l'expression de désaccords. Par la suite, de manière plus qualitative, on étudie le contenu des visions conflictuelles sur le futur de l'intégration européenne. Cela permet de nuancer le constat que les plateformes délibératives européennes n'attireraient que des individus « pro-européens », c'est-à-dire déjà convaincus des vertus de l'intégration. Il s'agit ainsi de mesurer et de qualifier les différentes visions de l'intégration européenne exprimées sur la plateforme.

---

1 Jessy BAILLY est docteur en science politique à MESOPOLHIS (Sciences Po Aix Marseille Université) et en cotutelle au CEVIPOL (Université libre de Bruxelles).

## Introduction

Cet article étudie la plateforme en ligne de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (COFOE) (mai 2021-mai 2022)<sup>2</sup>. Celle-ci renvoie à un ensemble hybride de dispositifs mis en place par les trois institutions législatives de l'Union européenne (UE) – la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne – visant à produire des recommandations sur « l'avenir de l'Europe »<sup>3</sup>. Si les institutions européennes ne s'accordent pas sur l'issue politique à donner à la Conférence (aboutir sur une réforme constitutionnelle ou non), la COFOE vise à recréer du lien social entre les différents gouvernements, les institutions européennes et les citoyens, dans un contexte post-Brexit. Pour cela, les institutions ont décidé d'impliquer des citoyens, sous différentes modalités.

La COFOE se décline en trois phases. La première renvoie à la possibilité, pour tout citoyen de l'UE, de proposer des recommandations (avril 2021 – mai 2022), commenter et voter dans divers axes thématiques. La deuxième phase consiste en l'organisation de quatre panels thématiques de 200 citoyens tirés au sort dans les 27 États-membres, se réunissant trois fois chacun entre septembre 2021 et mars 2022. Dans la dernière phase (octobre 2021 – mai 2022), certaines propositions de la plateforme et les résultats des panels citoyens sont transmises à une assemblée plénière, composées de citoyens tirés au sort issus des panels, et de divers représentants de l'Union européenne (institutionnels, mais aussi syndicats, patronats, etc.) qui délibèrent et s'accordent sur les réformes à mettre en œuvre pour « l'avenir de l'Europe ».

Prendre la plateforme pour objet d'étude est intéressant à plusieurs égards. Directement inspirée par la technologie Decidim, elle fait délibérer des citoyens issus des 27 États-membres, plus d'une décennie après les premières expériences transeuropéennes de participation citoyenne mises en œuvre par l'UE (Aldrin & Hubé, 2011 ; Kies & Nanz, 2014 ; Wojcik, 2011)<sup>4</sup>. La plateforme est centralisée (contraire-

---

2 <https://futureu.europa.eu/>

3 Cette thématique est régulièrement convoquée lors de dispositifs de participation citoyenne organisés par la Commission européenne (voir : Wojcik, 2011).

4 La COFOE est toutefois une expérience d'ampleur par rapport aux expérimentations précédentes de l'UE : par son budget, par l'accord interinstitutionnel et par la durée, l'intensité et la complexité du processus (dont 800 citoyens tirés au sort au niveau européen).

ment au débat en ligne Futurum étudié par Wright [2007], aux consultations citoyennes en ligne de 2009 analysées par Kies et Wojcik [2010] ou à Ideal-EU étudié par Monnoyer-Smith et Talpin [2014], où il existait une plateforme par États-membre). Pour la plateforme numérique de la COFOE, tout citoyen est encouragé à participer dans sa langue natale et peut interagir avec d'autres utilisateurs recourant à d'autres langues (grâce à la traduction simultanée). Ensuite, les participants y sont invités à proposer et à commenter dans neuf domaines thématiques (de l'environnement à la démocratie, en passant par l'immigration). À cet égard, les trois institutions législatives organisant l'expérience ont décidé d'adopter un cadrage, à savoir la sélection des thématiques sur lesquelles les utilisateurs sont amenés à se prononcer, relativement large.

La littérature sur les dispositifs délibératifs en ligne de l'UE se concentre sur plusieurs aspects. D'abord, des travaux mettent en avant la faible représentativité des utilisateurs des dispositifs européens, plus diplômés que la moyenne européenne (Wright, 2007), souvent issus des professions intellectuelles supérieures (Monnoyer-Smith & Talpin, 2014), ayant tendance à être déjà engagés dans une association (Badouard, 2010 ; Karlsson, 2010) et plus enclins à voter aux élections européennes (Isernia *et al.*, 2014). D'autres insistent sur le peu d'effet des délibérations sur les *policies* (Badouard, 2010 ; Monnoyer-Smith & Talpin, 2014 ; Wright, 2007). Ensuite, des études interrogent l'interactivité des échanges. Par exemple, le travail de Karlsson (2010) sur les Consultations citoyennes européennes de 2009 met en valeur que les utilisateurs de la plateforme suédoise votent et commentent des propositions sur « l'avenir économique et social » de l'Union, sur un mode plus « agrégatif » que « délibératif ». En raison de cette interactivité limitée des commentaires des utilisateurs, il constate « des débats peu interactifs » et « un modèle de participation non conflictuelle ». Cela est dû, selon lui, au fait que la plateforme rassemble un ensemble d'utilisateurs qui partagent des « cadres idéologiques » homogènes, à savoir pro-européens. Dans une autre étude sur *Ideal-EU* – un dispositif délibératif comprenant notamment une assemblée délibérative électronique portant sur le réchauffement climatique avec des citoyens provenant de trois régions européennes –, Monnoyer-Smith et Talpin (2014) mesurent un certain niveau d'interactivité et d'expression du désaccord entre utilisateurs. Constatant le peu de commentaires en désaccord, les deux chercheurs se focalisent davantage sur les registres de justification des conversations dites « constructives », plutôt que d'analyser la

nature de ces désaccords. On peut aussi mentionner le travail de Wright sur Futurum qui affirme qu'il y a de l'interactivité dans les échanges entre utilisateurs de cette plateforme destinée à débattre de l'« avenir de l'Europe » (2007), sans jamais mentionner le contenu des échanges (si ces derniers sont conflictuels ou consensuels). Enfin, d'autres travaux montrent que les citoyens participant à des expériences délibératives organisées par l'UE (en ligne et hors ligne) tendent à devenir « pro-européens » (Aldrin & Hubé, 2011 ; Isernia *et al.*, 2014) au cours des expériences. Toutefois, cela tend à homogénéiser les audiences pro-européennes (que l'on tend à mettre dans la même catégorie : Van Ingelgom, 2014<sup>5</sup>).

Le désintérêt pour le contenu des conversations et commentaires dans la littérature sur les dispositifs délibératifs européens invisibilise ce que l'on considère comme l'hypothèse principale de l'article : la plateforme numérique de la COFOE donne lieu à des commentaires interactifs et à des échanges conflictuels. Ces derniers renvoient à des commentaires se répondant et donnant à voir des prises de positions non compatibles sur le devenir de l'intégration européenne (ce qu'Amossy appelle une « opposition explicite des points de vue », 2018). Comme on va le voir, prendre au sérieux cette hypothèse est susceptible d'apporter des connaissances sur les divisions – les discours et contre-discours (Doury, 2016) – existantes entre utilisateurs d'une plateforme européenne, que la littérature a tendance à décrire unanimement « pro-européens » ou « fédéralistes ».

En dehors des études européennes, certains travaux portant sur le désaccord dans les conversations ou délibérations politiques s'interrogent moins sur le contenu du conflit, que sur la préférence des citoyens délibérants pour l'expression de désaccord (Esterling, Fung

---

5 Pour une critique de cette tendance : Hubé, N. & Dakowska, D. (2011). For or Against the EU? Ambivalent Attitudes and Varied Arguments Towards Europe. Dans D. Gaxie, N. Hubé & J. Rowell (Éd.) : *Perceptions of Europe. A Comparative Sociology of European Attitudes* (pp. 85-100). Londres: ECPR Press. Un exemple concret de cette tendance est l'analyse par Díez-Medrano (2003) des attitudes « intégrationnistes » de citoyens allemands, britanniques et espagnols (ce qu'il dénomme aussi les partisans du modèle d'« intégration centralisée », qu'il oppose à un modèle de « coopération décentralisée » qui soutiennent le marché unique entre les États-membres, mais pas l'Union politique). Parmi son échantillon de citoyens socialisés à l'Europe (ce qu'il appelle les « élites locales ») et partageant cette posture « intégrationniste », il n'y a pas de principe de distinction, par exemple entre les citoyens souhaitant intensifier l'intégration par la parlementarisation, ou par la présidentialisation de l'Union, par exemple.

& Lee, 2015) ou sur la manière dont l'exposition au désaccord peut amener des individus à changer leurs opinions, au cours d'une discussion politique (Wojcieszak & Mutz, 2009 ; Wojcieszak & Price, 2010 ; Zhang & Chang, 2014). L'étude de Maia *et al.* (2021) distingue des formes de désaccord relatifs à l'incivilité et à l'intolérance, et des formes plus justifiées et argumentées de désaccord. L'analyse ne dépasse pas cette théorisation dichotomique, qui ne renseigne pas sur la nature des conflits politiques.

Pour ces raisons, le présent article s'interroge sur l'interactivité des contenus publiés par les utilisateurs sur la plateforme de la COFOE, en même temps qu'il est attentif aux formes d'expression de désaccord qui y ont lieu. Je m'appuierai (voir le cadre d'analyse dans la partie suivante) sur certains éléments conceptuels avancés par des travaux francophones ayant saisi la dimension du conflit dans les interactions discursives (Amossy, 2018 ; Doury, 2016). Je pars de l'hypothèse que ces utilisateurs d'une plateforme délibérative européenne, plutôt en faveur de l'intégration européenne qu'ils n'y sont opposés – comme on le verra –, expriment des revendications très différentes, parfois non compatibles, sur l'avenir d'une Union plus intégrée.

La première partie présente la plateforme, la méthode de collecte et d'analyse des données. La deuxième partie présente les résultats du codage quantitatif, tandis que la troisième revient qualitativement sur le contenu des conflits entre commentaires.

## 1. Méthode et analyse des données

La plateforme a enregistré 53 502 participants, 17 405 propositions et 22 167 commentaires. Tout citoyen de l'UE peut théoriquement participer. En plus de son ouverture et sa prétention inclusive, elle demeure un espace d'énonciations peu contraintes (Boltanski & Esquerre, 2022) : pas de limite de commentaires, limite dans la taille des commentaires mais on peut commenter plusieurs fois successivement, modération relativement souple (lorsque des utilisateurs recourent à des insultes ou injures, moins fréquents dans des dispositifs institutionnels que dans d'autres arènes délibératives, Esau *et al.*, 2021). Ainsi, ces faibles contraintes sont susceptibles de favoriser l'expression de désaccords<sup>6</sup>, comme on le verra dans la dernière partie. De la même manière,

---

6 Il n'y a pas d'obligation et d'incitation à la « constructivité » au sens d'Esau *et al.* (2021), c'est-à-dire à la résolution des conflits qui ont lieu sur la plateforme.

chaque utilisateur est encouragé à s'exprimer dans sa langue natale et peut traduire simultanément les commentaires des autres utilisateurs issus d'autres États-membres.

De plus, la plateforme est directement connectée aux autres pans de la COFOE, en ce sens que certaines des propositions de la plateforme sont directement intégrées et discutées au sein de la phase plénière de la COFOE<sup>7</sup>, à côté des recommandations exprimées directement lors des panels citoyens qui la précèdent. Dès lors, cet élément peut inciter divers citoyens à participer, du fait qu'ils s'imaginent avoir une influence sur le processus (García-Espín *et al.*, 2020).

La plateforme se divise en neuf thématiques donnant lieu à un nombre de commentaires très variables :

**Table 1.** *Nombre de propositions par domaine – mai 2022*

Environnement	3747
Démocratie	2539
Économie	2194
Éducation, culture, jeunesse et sport	2060
Valeurs et droits, état de droit, sécurité	1767
Santé	1162
Transformation numérique	1072
Migration	948
Autres idées	1916
Totaux	17405

J'ai sélectionné trois thématiques en particulier : la démocratie, l'économie et la santé. D'abord, parce que ce sont des thématiques où l'UE ne dispose pas des mêmes compétences. De plus, les domaines de la démocratie et de l'économie sont très commentés (pouvant donner lieu à l'expression de positions contradictoires), et celui de la santé est peu commenté.

Pour chacun des trois domaines, j'ai analysé les cinq propositions les plus commentées, ces dernières variant de 17 à 187 commentaires. Je suis conscient du biais de sélection de ces propositions très com-

---

7 Une entreprise externe a été chargée de synthétiser les résultats de la plateforme pour les transmettre à l'assemblée plénière. Toutefois, l'enquête n'a pas permis de révéler les critères de sélection de l'entreprise. Les propositions les plus populaires (en nombre de votes ou de commentaires) ne sont pas automatiquement celles qui apparaissent dans le rapport.

mentées, par rapport à la plupart des propositions qui disposent de 0 à 2 commentaires. Mais il semble pertinent de cibler les propositions qui ont reçu le plus de commentaires, pour tester mon hypothèse sur l'interactivité des échanges et sur la conflictualité des postures prises par les utilisateurs. On verra également qu'un nombre élevé de commentaires n'induit pas nécessairement des commentaires dialogaux. Pour déposer une proposition, il suffit d'argumenter par quelques phrases ou en renvoyant à un lien externe. De nombreuses propositions ne sont pas filtrées et sont similaires.

**Table 2.** *Description des propositions à l'étude : santé*

	Nombre de commentaires <sup>8</sup>	Nombre de commentateurs <sup>9</sup>	Nombre de votes en faveur
1/ Arrêter le changement d'heure <sup>10</sup>	131	14	41
2/ Développer la recherche européenne contre la vieillesse	82	70	603
3/ Des secours plus efficaces grâce à une langue commune (esperanto)	36	21	43
4/ Non au passeport vaccinal	28	13	19
5/ Accès égal et abordable à des services publics de qualité (santé)	17	17	462

**Table 3.** *Description des propositions à l'étude : économie*

	Nombre de commentaires	Nombre de commentateurs	Nombre de votes en faveur
1/ Revenu universel communautaire	127	57	319
2/ Économiser de l'argent public en diffusant l'esperanto	85	40	79

8 En mai 2022.

9 La distribution de commentaires par commentateur est abordée plus loin dans l'article.

10 L'intitulé des propositions a été traduit en français par l'auteur, sans altération.

3/ Protocole social européen pour arrêter le dumping social	66	65	329
4/ Combattre l'évasion fiscale dans et en dehors de l'UE	52	33	269
5/ Créer un million de start-ups européennes d'ici 2050	47	42	225

**Table 4.** Description des propositions à l'étude : démocratie européenne

	Nombre de commentaires	Nombre de commentateurs	Nombre de votes en faveur
1/ Pour une Constitution européenne fédérale et démocratique	187	95	942
2/ Élire directement le Président de la Commission	114	49	222
3/ Abolir le Conseil de l'UE	76	40	138
4/ Donner au Parlement européen (PE) le droit d'initiative législative	50	40	260
5/ Droit de vote à 16 ans	50	23	45

Pour chacune des propositions (n=15), j'ai opéré un codage manuel, adapté aux questions de recherche : les utilisateurs de la plateforme se répondent-ils ou se contentent-ils de commenter sous une forme monologique ? Mais surtout : les utilisateurs expriment-ils des postures différentes, voire contradictoires sur l'intégration européenne ?

Le codage s'est fait à partir des variables suivantes :

- ♦ Le nombre de commentaires.
- ♦ Le nombre de participants ; et le nombre de messages par participant (l'amplitude).
- ♦ L'interactivité des échanges (Freelon, 2015 ; Monnoyer-Smith & Talpin, 2014) : les commentaires se répondent-ils les uns les autres ? À chaque fois qu'un participant se contente de se prononcer en faveur ou en défaveur du contenu d'une proposition donnée, je n'enregistre pas ce commentaire dans la catégorie « interactivité ». Un commentaire classé dans la catégorie « interactivité » renvoie à une situation où un utilisateur a déjà exprimé sa position en



faveur ou contre la proposition commentée. Dès lors, soit il publie un nouveau commentaire sans faire référence à des commentaires d'autres utilisateurs (il apparaît alors dans la catégorie « post monologal »), soit il commente en référence à un commentaire préalable (il apparaît alors dans la catégorie « post dialogal »).

- ♦ Les expressions de l'accord et du soutien entre participants : lorsqu'un participant s'exprime en faveur du contenu de la proposition, j'encode dans la catégorie « soutien à la proposition » ; lorsqu'un participant s'exprime en faveur d'un commentaire déjà exprimé, j'encode dans la catégorie « soutien à un autre commentaire ».
- ♦ Les expressions du désaccord entre participants : lorsqu'un participant s'exprime en défaveur du contenu de la proposition, j'encode dans la catégorie « en désaccord vis-à-vis de la proposition » ; lorsqu'un participant s'exprime contre (en opposition à) un commentaire déjà exprimé, j'encode dans la catégorie « en désaccord avec un autre commentaire ».

Les deux dernières catégories (expressions d'accord et du désaccord) renseignent cumulativement sur l'interactivité des échanges : est-ce que pour chaque proposition, les participants se contentent d'exprimer leur accord ou leur désaccord avec la proposition (on est alors dans un cadre limité d'interactions limitées, monologiques) ou alors en viennent-ils à délibérer en référence aux commentaires d'autres participants (cadre d'interactions dialogales) ?

- ♦ La dernière catégorie consiste à compter le nombre de références dans les commentaires qui font référence à « l'Union européenne » ou à « l'Europe » (pour mesurer la conformité thématique des commentaires des utilisateurs avec l'objet de la plateforme et de la conférence sur l'avenir de l'Europe plus largement).

L'analyse quantitative permet ainsi de mesurer l'interactivité et la conflictualité des commentaires. Elle ne renseigne toutefois pas sur le contenu du conflit. C'est pourquoi, de manière qualitative et complémentaire, j'ai opéré une analyse de contenu, pour chacune des quinze propositions étudiées. J'ai créé un fichier-texte par proposition, pour recenser les principaux échanges entre utilisateurs. Pour chaque pro-

position, j'ai d'abord repéré les commentaires de plusieurs utilisateurs qui se répondent directement et exprimant des positions compatibles, sous la forme d'un « accord marqué » et argumenté (Doury & Kerbrat-Orecchioni, 2011). Ensuite, j'ai repéré les échanges entre au moins deux utilisateurs qui expriment des positions différentes et opposées (une « confrontation des points de vue », Amossy, 2018) ou encore ce que Doury dénomme une « confrontation entre un discours et un contre-discours » (2016 ; voir aussi Doury, Quet & Tseronis, 2015), y compris entre utilisateurs défendant l'intégration européenne<sup>11</sup>. Cela m'a permis d'analyser le conflit, au-delà des « codages dichotomiques » (Esau *et al.*, 2021) – du type : conflit argumenté / conflit non argumenté (Maia *et al.*, 2021), ou encore aux travaux catégorisant les utilisateurs comme étant « pour » ou « contre » telle ou telle proposition (Wojcieszak et Price, 2010)<sup>12</sup>. Comme on le verra, j'ai aussi pu recenser des échanges exprimant des avis opposés sur des questions politiques n'ayant pas de rapport direct avec les compétences de l'UE. Cela rend compte d'une interactivité conflictuelle encore plus dense, et atteste du fait que les conversations ne se limitent pas au cadre imposé par le dispositif, les artisans institutionnels de la COFOE incitant les utilisateurs à « européaniser » les revendications<sup>13</sup>.

**L'appareillage conceptuel offert par les travaux francophones cités permet ainsi de questionner l'une des analyses récurrentes dans les travaux sur les dispositifs délibératifs européens, à savoir l'alignement des points de vue sur l'intégration européenne condensés par l'expression de « fédéraliste ».**

Dans cette étude, je ne dispose pas de données complètes sur les profils des participants. Une rapide enquête sur celles et ceux qui proposent des recommandations sur la plateforme donne à voir la redon-

---

11 L'article met en valeur que les échanges ne se limitent pas à opposer utilisateurs contre l'UE à ceux qui y sont favorables. On a des commentaires donnant à voir des discours et contre-discours sur la forme que doit revêtir l'approfondissement de l'intégration européenne.

12 Des travaux ont identifié une pluralité de discours d'opposition à une revendication politique (e. g. : Doury, Quet & Tseronis, 2015), s'opposant à une lecture opposant « opinion majoritaire » et « opinion minoritaire » sans explorer davantage les nuances (Maia *et al.*, 2021).

13 Voir la déclaration commune de la COFOE, 2022.

dance de profils européanisés (quelqu'un travaillant pour la Commission, une autre pour une association européenne, un promoteur du salaire minimum au niveau européen proche de *Die Linke*, un ingénieur en sécurité ; ou un employé du ministère des Affaires étrangères allemand). Pour les commentateurs des propositions, la vérification en termes de propriétés sociales est difficile. Par rapport aux études existantes, on peut raisonnablement penser que les participants ont des dispositions à participer (comme l'ont montré Monnoyer-Smith et Talpin, 2014) et qu'ils sont rarement des citoyens indifférents à l'UE, type de citoyens que Van Ingelgom définit comme majoritaire (2014). En effet, le *design* du dispositif peut nous renseigner sur le type de participants que cela fidélise (Doury, Quet & Tseronis, 2015) : il faut avoir des compétences numériques, connaître l'existence de la plateforme qui a surtout été relayée dans les milieux euro-enthousiastes (Maisons Europe, mouvement fédéraliste), à défaut d'une communication des gouvernements nationaux. Plus généralement, il faut une disposition à parler politique (De Lassalle, 2022), d'autant que l'UE a tendance à attirer des publics spécialistes et segmentés (Eriksen, 2009). Si l'on suit l'analyse de Karlsson (2010), cela pourrait donner à penser que la plateforme ici étudiée ne donne pas lieu à des conversations conflictuelles. Le reste de l'article vise, à partir de l'analyse des commentaires, à interroger ce postulat quantitativement d'abord, et qualitativement ensuite (en allant repérer les discours et contre-discours, notamment parmi les utilisateurs se prononçant en faveur de l'approfondissement communautaire).

## 2. Les résultats du codage : formes d'expression de l'accord et du désaccord entre participants

Les trois tables suivantes donnent à voir les résultats du codage :

**Table 5.** Les résultats du codage pour la thématique « santé »

Proposition (nombre de commentaires)	Écart-type (arrondi à 0,01) <sup>14</sup>	Interactivité (% par rapport au nombre de commentaires) <sup>15</sup>	Expression de l'accord	Expression du désaccord	Mentions UE/Europe
Arrêter le changement d'heure (131)	10,25	Posts monologiques : <b>36 (27 %)</b>  Posts dialogaux : <b>73 (56 %)</b>	Par rapport à la proposition : <b>9 (7 %)</b>  En référence à un autre commentaire : <b>15 (11 %)</b>	Par rapport à la proposition : <b>2 (1,5 %)</b>  En référence à un autre commentaire : <b>46 (35 %)</b>	35
Recherche européenne sur la vieillesse (82)	0,59	Posts monologiques : <b>17 (21 %)</b>  Posts dialogaux : <b>5 (6 %)</b>	Proposition : <b>59 (72 %)</b>  Autre commentaire : <b>1 (1, 2 %)</b>	Proposition : <b>2 (2,4 %)</b>  Autre commentaire : <b>2 (2,4 %)</b>	17
Des secours plus efficaces grâce à l'esperanto (36)	1,07	Posts monologiques : <b>14 (21 %)</b>  Posts dialogaux : <b>8 (22 %)</b>	Proposition : <b>10 (28 %)</b>  Autre commentaire : <b>7 (20 %)</b>	Proposition : <b>1 (2,8 %)</b>  Autre commentaire : <b>1 (2,8 %)</b>	1

14 Lorsqu'il est proche de 0, l'écart-type renvoie à une situation où chaque utilisateur commente le même nombre de fois. Plus il est élevé, plus cela signifie que les utilisateurs répondent très inégalement dans le fil de discussion de chaque proposition.

15 Le total ne fait pas nécessairement 100 % dans la mesure où comme cela est indiqué dans la partie méthodologique, à chaque fois qu'un participant se contente de se prononcer en faveur ou en défaveur du contenu d'une proposition donnée, je n'enregistre pas ce commentaire dans la catégorie « interactivité ». Un commentaire classé dans la catégorie « interactivité » renvoie à une situation où un utilisateur a déjà exprimé sa position en faveur ou contre la proposition commentée. Dès lors, soit il publie un nouveau commentaire sans faire référence à des commentaires d'autres utilisateurs (il apparaît alors dans la catégorie « post monologal », soit il commente en référence à un commentaire préalable (il apparaît alors dans la catégorie « post dialogal »).

Contre le passeport vaccinal (28)	1,53	Posts monologiques : <b>7 (25 %)</b>  Posts dialogaux : <b>11 (40 %)</b>	Proposition : <b>4 (14 %)</b>  Autre commentaire : <b>5 (18 %)</b>	Proposition : <b>5 (18 %)</b>  Autre commentaire : <b>7 (25 %)</b>	8
Accès à des services publics de qualité (17)	0	Posts monologiques : <b>1 (6 %)</b>  Posts dialogaux : <b>1 (6 %)</b>	Proposition : <b>13 (76 %)</b>  Autre commentaire : 0	Proposition : <b>1 (6 %)</b>  Autre commentaire : <b>0</b>	3

Les propositions rattachées au domaine de la « santé » sont contrastées. La première proposition (sur le changement d'heure), qui a vu les participants régulièrement réagir aux commentaires des autres participants (à hauteur de plus de la moitié des commentaires), donne lieu à une forte interactivité des commentaires (peu de posts monologiques). Par ailleurs, 46 des commentaires répondant à un autre commentaire se positionnent en désaccord, ce qui montre l'intensité des échanges contradictoires en rapport avec la proposition. Mentionnons, au regard de l'écart-type élevé, que ce débat contradictoire qui fait participer très inégalement les utilisateurs, est monopolisé par plusieurs individus (un participant commente 33 fois). Tout à l'inverse, la proposition n° 5 (sur l'accès égal aux services publics) est hautement consensuelle : elle ne donne pas lieu à des commentaires interactifs. Les participants se contentent de commenter successivement (participant sous forme monologique) en se disant en faveur de la proposition initiale. Dès lors, on observe peu de délibération, et encore moins de délibération contradictoire, entre plusieurs participants qui se répondent. Cela peut être lié à la formulation parfois consensuelle des propositions : qui s'opposerait en effet à des « services publics égaux et soutenables » ? À l'inverse, dans les première et quatrième propositions (celle-ci portant sur une question particulièrement controversée, le passe vaccinal), on s'aperçoit qu'il y a peu d'interactivité et peu d'interactions conflictuelles dans les commentaires des propositions issues du domaine de la santé.

Enfin, les mentions de l'UE ou de l'Europe sont peu nombreuses dans les commentaires, alors même que la plateforme vise à favoriser des échanges sur le futur de l'action publique européenne. Ainsi, les participants ne font pas systématiquement le lien entre la proposition qu'ils débattent et l'action de l'UE. Par ailleurs, seules deux des cinq propositions initiales réclament plus d'intervention de l'UE (dans la recherche médicale ; dans des services publics de la santé). Cela peut

être mis en rapport avec le fait que l'UE dispose de peu de compétences en matière de santé.

**Table 6.** Les résultats du codage pour la thématique « économie »

Proposition (nombre de commentaires)	Écart-type	Interactivité (un commentaire par rapport à un autre)	Expression de l'accord	Expression du désaccord	Mentions UE/ Europe
Revenu universel communautaire (127)	2,60	Posts monologiques : <b>27 (21 %)</b> Posts dialogaux : <b>48 (38 %)</b>	Proposition : <b>36 (28 %)</b> Autre commentaire : <b>10 (8 %)</b>	Proposition : <b>9 (7 %)</b> Autre commentaire : <b>27 (21 %)</b>	25
Économiser de l'argent public grâce à l'esperanto (85)	1,72	Posts monologiques : <b>24 (28 %)</b> Posts dialogaux : <b>20 (23 %)</b>	Proposition : <b>28 (33 %)</b> Autre commentaire : <b>5 (6 %)</b>	Proposition : <b>28 (33 %)</b> Autre commentaire : <b>5 (6 %)</b>	19
Protocole social européen contre le dumping social (66)	0,12	Posts monologiques : <b>1 (1,5 %)</b> Posts dialogaux : <b>1 (1,5 %)</b>	Proposition : <b>64 (97 %)</b> Autre commentaire : <b>1 (1,5 %)</b>	Proposition : <b>0</b> Autre commentaire : <b>0</b>	26
Combattre l'évasion fiscale dans/ hors de l'UE (52)	0,99	Posts monologiques : <b>7 (13 %)</b> Posts dialogaux : <b>17 (33 %)</b>	Proposition : <b>19 (36 %)</b> Autre commentaire : <b>4 (8 %)</b>	Proposition : <b>7 (13 %)</b> Autre commentaire : <b>11 (21 %)</b>	28
Créer un million de start-ups européennes d'ici 2050 (47)	0	Posts monologiques : <b>1 (2,1 %)</b> Posts dialogaux : <b>1 (2,1 %)</b>	Proposition : <b>40 (85 %)</b> Autre commentaire : <b>1 (2,1 %)</b>	Proposition : <b>0</b> Autre commentaire : <b>0</b>	16

Pour la thématique liée à l'économie, les mentions de l'UE sont plus fréquentes en moyenne que pour la thématique sanitaire, mais moindre par rapport aux discussions sur la démocratie (voir la table suivante). La proposition qui donne le plus lieu à des interactions entre par-

ticipants (hors soutien/rejet de la proposition initiale) est celle relative au revenu universel de garantie (27 commentaires critiques vis-à-vis d'autres commentaires sur 48 réactions aux commentaires). C'est également celle qui enregistre le plus de commentaires conflictuels. Deux des cinq propositions ne recueillent aucune forme de désapprobation, ce qui en fait des lieux d'échanges unanimement consensuels (la proposition n° 3, sur le protocole social européen et la proposition n° 5, sur la création d'un million de start-ups européennes). Si ces deux propositions peuvent sembler en contradiction (du fait de la priorité donnée aux droits sociaux, de l'autre aux droits économiques), le consensus dans leurs commentaires respectifs s'explique dans la mesure où les partisans d'une proposition, qui se contentent de la commenter à travers un post marquant leur approbation (d'où un écart-type proche de 0) n'ont pas commenté l'autre proposition. Dès lors, on a bien deux communautés de participants qui n'interagissent pas, se contentant de commenter les propositions qui recueillent leurs soutiens. Ainsi, un grand nombre de commentaires (+50) ne signifient pas qu'il y ait des commentaires dialogaux ou conflictuels. Soulignons aussi que la proposition 4 (sur la lutte contre l'évasion fiscale), relativement peu commentée, est cependant très conflictuelle (11 échanges dialogaux sur 17 sont critiques à l'égard d'autres commentaires).

**Table 7.** Les résultats du codage pour la thématique « démocratie »

Proposition (nombre de commentaires)	Écart-type	Interactivité (un commentaire par rapport à un autre)	Expression de l'accord	Expression du désaccord	Mentions UE/ Europe
Constitution fédérale (187)	1,58	Posts monologaux : <b>25 (13 %)</b>  Posts dialogaux : <b>51 (27 %)</b>	Proposition : <b>63 (40 %)</b>  Autre commentaire : <b>11 (6 %)</b>	Proposition : <b>18 (10 %)</b>  Autre commentaire : <b>33 (18 %)</b>	145
Élire directement le Président de la Commission (114)	2,44	Posts monologaux : <b>17 (15 %)</b>  Posts dialogaux : <b>45 (40 %)</b>	Proposition : <b>13 (11 %)</b>  Autre commentaire : <b>13 (11 %)</b>	Proposition : <b>25 (22 %)</b>  Autre commentaire : <b>31 (27 %)</b>	91

Abolir le Conseil de l'UE (76)	1,56	Posts monologiques : <b>11 (14 %)</b>  Posts dialogaux : <b>34 (45 %)</b>	Proposition : <b>14 (18 %)</b>  Autre commentaire : <b>4 (6,7 %)</b>	Proposition : <b>19 (25 %)</b>  Autre commentaire : <b>30 (39 %)</b>	68
Droit d'initiative législative au PE (50)	0,49	Posts monologiques : <b>3 (6 %)</b>  Posts dialogaux : <b>8 (16 %)</b>	Proposition : <b>28 (56 %)</b>  Autre commentaire : <b>2 (4 %)</b>	Proposition : <b>6 (12 %)</b>  Autre commentaire : <b>5 (10 %)</b>	35
Droit de vote à 16 ans (50)	1,27	Posts monologiques : <b>7 (14 %)</b>  Posts dialogaux : <b>21 (42 %)</b>	Proposition : <b>9 (18 %)</b>  Autre commentaire : <b>5 (10 %)</b>	Proposition : <b>11 (22 %)</b>  Autre commentaire : <b>13 (26 %)</b>	6

Enfin, pour la thématique « démocratie », l'UE est quasiment omniprésente (sauf pour la proposition 5) dans les commentaires, même si cela va de 35 références pour la proposition n° 4 (donner le droit d'initiative législative au Parlement européen) à 145 pour la proposition n° 1 (sur la Constitution fédérale de l'UE). Le manque de résonance dans la proposition n° 5 (droit de vote à 16 ans) s'explique par le fait que les modalités liées à l'exercice du droit de vote relèvent de la compétence des États-membres. Seuls quelques commentaires affirment que l'UE doit chercher à harmoniser les modalités du suffrage.

Par rapport à l'économie et à la santé, en moyenne, les propositions analysées en rapport avec la démocratie donnent lieu à des commentaires plus dialogaux et conflictuels (sauf pour la proposition n° 1 de la santé, et la proposition n° 1 de l'économie). La proposition n° 2 (sur l'élection directe d'un Président de l'UE) est la proposition, pour le domaine de la démocratie, la plus conflictuelle, donnant à voir un double clivage : d'abord entre « pro » et « anti » – intégration européenne, mais également entre les plus favorables à l'intégration européenne (entre partisans du parlementarisme et ceux plus « présidentia-listes »). La proposition n° 4 n'est que peu commentée en référence à d'autres commentaires. Comme on l'a déjà repéré pour la proposition n° 5 de la santé, et les propositions n° 3 et n° 5 de l'économie, la plupart des commentaires consiste à approuver la proposition initiale,



sans la commenter substantiellement, et sans engager un dialogue avec d'autres commentateurs.

Au regard des données, on peut estimer que la démocratie constitue le domaine le plus conflictuel, devant l'économie et la santé. Le domaine de la santé est celui qui reçoit le plus de commentaires dits monologiques, derrière la démocratie puis l'économie. Il y a ainsi des thématiques plus susceptibles d'attiser du conflit (la thématique a donc une influence sur le contenu des échanges ; Freelon, 2015). Les discussions les plus conflictuelles ne sont pas toujours corrélées avec le fait qu'elles concernent ou non une compétence de l'UE.

Jusque-là, on s'aperçoit que les propositions donnent lieu à des types de commentaires différenciés : consensuels et monologiques d'un côté, conflictuels (donc dialogaux) de l'autre. Certaines propositions comme celles sur le protocole social ou celle sur la création de start-ups fidélisent des communautés idéologiques similaires. Mais le constat d'homogénéité de Karlsson (2010) ne peut être généralisé à l'ensemble des discussions ayant eu lieu dans l'échantillon, et encore moins sur la plateforme. Au-delà du codage, il faut analyser plus finement la nature des conflits ayant eu lieu dans les files de propositions, pour bien appréhender la manière dont la plateforme donne à voir des dynamiques conflictuelles.

### **3. Le conflit dans les échanges et les visions différenciées de l'action publique européenne**

Sur les 1 148 commentaires analysés, 211 procèdent de commentaires qui répondent à un commentaire de manière critique et négative ; et 134 commentaires viennent juger négativement la proposition initiale (sans faire référence à un autre commentaire). Cela signifie qu'environ un tiers des commentaires réagit de manière contradictoire à la proposition initiale ou à un autre commentaire. Les 134 commentaires négatifs sur les propositions sont inégalement argumentés (donnant parfois lieu à ce que Maia *et al.*, 2021, appellent des désaccords « flagrants ») alors que les 211 commentaires répondant à un autre commentaire sont davantage justifiés. Ainsi, l'analyse des quinze propositions n'induit pas de « modèle de participation non conflictuelle » (Karlsson, 2010) et comme on va le voir, encore moins une communauté idéologique homogène. L'analyse qualitative des commentaires permet de revenir sur trois points saillants.

### *3.1. Des conversations politiques inégalement européanisées*

D'abord, alors même qu'elles sont hébergées sur une plateforme visant à délibérer sur l'avenir de l'Europe et de l'intégration européenne, certaines propositions étudiées donnent lieu à des commentaires ou à des échanges qui ne se réfèrent ou ne mentionnent pas l'Union européenne, à savoir l'échelle de gouvernement au-dessus des États (parfois parce qu'elle n'a pas forcément la compétence), comme dans l'échange suivant, indexé à la proposition sur le « refus du passe vaccinal – COVID19 » :

Un participant (défavorable au passe) : « Finalement, on nous dit qu'on est libres, mais on ne l'est pas. Certes, on n'est pas forcé par la loi. Mais ta vie devient impossible à mener sans le passe vaccinal ».

Une participante (favorable au passe) : « C'est déjà le cas pour d'autres maladies. En France par exemple, l'enfant ne peut entrer à l'école que s'il a une preuve de vaccination. L'idée est de protéger les autres, pas vous seulement. Donc je soutiens le passeport vaccinal. Vous avez le droit de choisir pour vous-mêmes, mais pas de mettre les autres en danger » (traduction de l'auteur).

On repère ici une « confrontation explicite des points de vue » (Amossy, 2018), avec un argument concernant le non-respect des libertés individuelles, face auquel une participante rétorque que l'on est « libre de choisir », en pointant la responsabilité collective. Il n'y a ici rien de spécifiquement « communautaire » dans cette conversation politique. Mon intérêt sur le caractère communautaire des propositions vise à évaluer si les utilisateurs font le lien entre une revendication politique et sa prise en charge par les institutions européennes (ce qui est fortement encouragé par les organisateurs de la COFOE). Le manque de contextualisation communautaire de discussions politiques se retrouve dans l'exemple suivant :

Un participant contre le droit de vote à 16 ans : « Je ne suis pas en soi contre. Mais il faudrait faire passer un test aux personnes de 16 ans, pour vérifier qu'ils ont des connaissances. On pourrait même abaisser à 15 ou moins, si la

personne réussit un test de connaissances politiques, pourquoi ne pas la laisser voter ? »

Un autre participant contre : « Les jeunes sont plus facilement manipulés, par les médias, que c'est le cas même avec les citoyens adultes ordinaires... »

Un participant en faveur de l'abaissement du droit de vote : « L'hypothèse selon laquelle les personnes âgées de 16 ans sont moins bien informées/expérimentées est sans objet. Nous les voyons être politiquement actifs et intéressés, par exemple les mouvements *Fridays For Future*. Nous n'avons pas ces exigences ni pour les adultes, ni pour les hommes politiques, alors pourquoi l'imposer aux mineurs en particulier ? »

Ici, plusieurs utilisateurs débattent et s'opposent<sup>16</sup>, sur la question du droit de vote des jeunes. Ils prennent des positions différentes sur la capacité des jeunes à voter, mais sans faire le lien spécifiquement avec les élections européennes (alors qu'ils échangent sur une plateforme visant à se prononcer sur les domaines de compétence de l'UE). Autrement dit, cette conversation politique, qui n'évoque aucun aspect communautaire, pourrait avoir lieu sur un autre forum de discussion politique qui n'aurait rien de spécifiquement communautaire.

Ainsi, on assiste à des échanges entre participants qui ne se positionnent pas tant sur les enjeux de la présence européenne dans tel ou tel domaine d'action publique, mais sur des enjeux politiques que l'on pourrait retrouver dans les conversations politiques ordinaires (De Lassalle, 2022). Cela accentue l'idée que les plateformes de délibération en ligne, même mises en place par les institutions européennes, accueillent des échanges conflictuels qui ne portent pas exclusivement sur les compétences de l'UE.

### **3.2. *Des critiques minoritaires de l'approfondissement communautaire***

Ensuite, il est possible de repérer une autre configuration conflictuelle : des participants valorisant l'intégration européenne dans tel ou

---

16 Sur la plateforme étudiée qui est multilingue, les commentaires sont souvent exprimés en différentes langues. Les utilisateurs parviennent toutefois à dialoguer dans la mesure où la plateforme dispose d'un outil de traduction automatique instantané.

tel domaine échangent avec des participants défavorables à l'intensification de l'intégration européenne. Tirés de la proposition en faveur d'une Constitution fédérale pour l'UE, je donne deux exemples de « positions adverses » (Amossy, 2008) :

Un premier participant : « L'UE n'est pas un État unique. C'est une coopération d'États. Beaucoup s'opposeraient à ce qu'elle devienne un État. Il n'y a pas de place pour un gouvernement fédéral. Et certainement pas pour l'abolition du droit de veto du Conseil » [...].

Un second : « La force de l'Europe réside dans son unité de nations [...]. Nous devons revenir aux idées des pères fondateurs, De Gasperi, Adenauer, d'une communauté confédérale et économique. Les idéologies et la politique doivent être laissées au niveau de la souveraineté nationale ».

Les deux commentaires légitiment une conception de l'UE où les États dominent les interactions communautaires. Le second est intéressant en ce qu'il considère que l'UE doit être une scène de *policies without politics*, et qu'il faut ré-intergouvernementaliser l'UE, par exemple en matière économique (on retrouve l'imaginaire de l'UE comme un aspirateur de souveraineté nationale, Diez-Medrano, 2003). On retrouve ce type de positions essentiellement dans les commentaires de la thématique « démocratie », et dans une moindre mesure dans le domaine de l'économie (dans la discussion sur le revenu universel, une personne commente que « l'UE ne doit pas prendre en charge la redistribution des richesses au sein des États-membres », rejetant le topique de l'Europe sociale). Le domaine de la santé ne donne pas lieu à du conflit sur la marge de manœuvre que l'UE doit jouer, puisque les références à cette dernière sont peu nombreuses.

### ***3.3. Une communauté non alignée de partisans de l'approfondissement communautaire***

Enfin, j'ai recensé des commentaires s'accordant sur le principe d'aller plus loin dans l'intégration politique de l'UE, mais selon des modalités bien différentes, témoignant de visions différenciées et opposées sur l'intégration européenne. On observe ainsi des discours et contre discours (Doury, 2016) y compris chez les utilisateurs partageant

la conviction d'approfondir l'intégration européenne. Considérons la discussion suivante, en rapport avec la proposition visant à élire directement un Président de l'UE :

Un participant favorable : « Le Parlement européen (PE) a une approche technocratique qui est souvent totalement déconnectée des citoyens ordinaires des États-membres de l'UE. Les élections au PE n'ont pas réussi jusqu'à présent à créer un véritable *demos* européen ».

Une participante défavorable : « Il n'y a pas besoin d'un président européen unique, et il ne devrait certainement pas s'agir d'un poste élu. Au lieu de cela, il faut abolir la présidence du Conseil européen et donner au PE des pouvoirs de contrôle plus formels ».

Une seconde participante défavorable : « Il faut éviter un style de gouvernement à l'américaine. Je veux des listes transnationales, je voterais sur la base des idées et des politiques qui me plaisent. Les petits pays de l'UE n'accepteront pas les élections directes, car pour eux, cela garantit un président allemand ou français à perpétuité en raison de la taille de leur population ».

Alors que le premier commentateur estime que le Parlement européen souffre d'un style politique technocratique, que cela justifie la mise en place d'une institution légitimée directement par l'ensemble du « peuple » européen (les eurodéputés étant élus par circonscription nationale), les deux autres participantes réproouvent la proposition, préférant de loin la parlementarisation de l'Union, plutôt que sa présidentialisation, estimant que c'est au PE de contrôler davantage la Commission (et non pas le « peuple » européen). D'autres types d'échanges contradictoires entre fédéralistes ont eu lieu sur la proposition d'une constitution fédérale européenne, opposant la légitimité démocratique d'une assemblée citoyenne permanente à celle, représentative, du Parlement européen. Ou encore sur la proposition demandant la suppression du Conseil de l'UE, les prises de positions vont des partisans qui souhaitent renforcer le pouvoir du Parlement au profit de la Commission, à ceux qui souhaitent réduire les pouvoirs du Conseil (notamment la fin de l'unanimité), mais faire de l'UE une deuxième chambre législative, en passant par ceux qui défendent le *statu quo*. Ainsi, il existe bien des

identités politiques concurrentielles au sein des partisans de l'UE. Ces positions différenciées pro-intégration européenne sont moindres mais plus présentes dans la thématique économique que celle de la santé. Dans ces deux domaines, les partisans en faveur de plus d'intégration européenne sont d'accord plus qu'ils ne s'opposent entre eux (même s'ils s'opposent à des utilisateurs plus sceptiques ou critiques de l'UE).

## **Conclusion**

Pour vérifier l'hypothèse selon laquelle l'analyse d'une plateforme délibérative en ligne mise en place par les institutions européennes peut donner à voir des visions différenciées sur la manière de penser l'approfondissement de l'intégration européenne, cet article a cherché à mesurer quantitativement et qualitativement le conflit dans les commentaires des utilisateurs. D'une part, on a souhaité montrer quantitativement que, contrairement aux résultats d'autres travaux sur les dispositifs participatifs européens (Karlsson, 2010 ; Talpin & Monnoyer-Smith, 2010), il existe bien un niveau de désaccord entre les utilisateurs des plateformes délibératives communautaires. Au-delà de la mesure quantitative, l'analyse qualitative permet de considérer que la plateforme donne lieu à l'expression de plusieurs formes de conflit. D'abord, entre partisans en faveur de la fédéralisation de l'Union, face à des contempteurs critiques leur rétorquant qu'il vaut mieux garder une Union d'États-membres. Mais surtout, contrairement à ce qu'affirme la littérature sur les dispositifs de l'UE, à savoir que les communautés d'utilisateurs de ce type de plateforme sont homogènes, et donc consensuels, dans leurs points de vue (« pro-intégration européenne »), le présent article a montré que même si la plupart des utilisateurs sont en faveur d'un approfondissement de l'intégration européenne, cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de conflit lorsqu'ils délibèrent. L'analyse de leurs échanges rend compte qu'il existe des discours et contre-discours. En effet, ceux que la littérature tend à considérer comme des « fédéralistes » ne s'entendent pas nécessairement sur la forme que celle-ci doit prendre : certains se prononcent pour un approfondissement de la parlementarisation de l'Union, tandis que d'autres pour sa présidentialisation. Ces positions sont, en soi, incompatibles et donnent lieu à des formes de conflit, de discours et de contre-discours, que l'on a tenté d'analyser. On est ainsi dans des visions bien différenciées de l'intégration européenne.

Au-delà de la contribution aux études délibératives européennes, l'article a souhaité se défaire des analyses dichotomiques du conflit (Maia *et al.*, 2021) qui ne permettent pas d'analyser en quoi des postures sont en conflit. J'ai également tenté de retracer différentes visions ne se résumant pas à être « pour » ou « contre » une proposition politique (Wojcieszak & Price, 2010) : des utilisateurs peuvent être contre une proposition pour des raisons très variables (Doury, Quet & Tseronis, 2015), de même qu'ils peuvent s'accorder sur la nécessité de poursuivre l'intégration européenne, mais selon des directions bien distinctes.

Il faut néanmoins mentionner les limites du présent travail, dont les résultats ne peuvent être généralisés puisqu'ils ne portent que sur un dispositif délibératif communautaire. Il convient de les mettre en perspective avec de futures recherches sur les dispositifs européens, qui seront davantage attentifs à l'expression et au contenu des conflits entre points de vue sur l'intégration européenne, y compris au sein des partisans de l'approfondissement communautaire.

## Références

- Aldrin, P. & Hubé, N. (2011). « Devenir les ambassadeurs de l'Europe ». Une lecture politique de la première expérience de démocratie délibérative européenne. *Politique européenne*, 34, 95-134. Doi : <https://doi.org/10.3917/poeu.034.0095>
- Amossy, R. (2008). Argumentation et analyse du discours : perspectives théoriques et découpages disciplinaires. *Argumentation et Analyse du Discours*, 1. Doi : <https://doi.org/10.4000/aad.200>
- Amossy, R. (2018). Introduction : la dimension argumentative du discours - enjeux théoriques et pratiques. *Argumentation et Analyse du Discours*, 20. Doi : <https://doi.org/10.4000/aad.2560>
- Badouard, R. (2010). Pathways and Obstacles to eParticipation at the European Level. A Comparative Analysis of the European Citizens' Consultation 2009 and the Online Consultations of the European Commission. *Journal of Democracy*, 2(2), 99-110. Doi : <https://doi.org/10.29379/jedem.v2i2.30>
- Boltanski, L. & Esquerre A. (2022). *Qu'est-ce que l'actualité politique ?* Paris : Galilée.
- Coleman, S. & Moss, G. (2012). Under Construction: The Field of Online Deliberation Research. *Journal of Information Technology & Politics*, 9(1), 1-15. Doi : <https://doi.org/10.1080/19331681.2011.635957>
- De Lassalle, M. (2022). *Faire parler d'Europe. Voies et formats des rapports institués au politique*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Diez-Medrano, J. (2003). *Framing Europe: Attitudes to European Integration in Germany, Spain, and the United Kingdom*. Princeton: Princeton University Press.
- Doury, M. (2016). *Argumentation. Analyser texte et discours*. Paris : Armand Colin.

- Doury, M. & Kerbrat-Orecchioni, C. (2011). La place de l'accord dans l'argumentation polémique : le cas du débat Sarkozy/Royal (2007). *A contrario*, 16(2), 63-87. Doi : <https://doi.org/10.3917/aco.112.0063>
- Doury, M., Quet, M. & Tseronis, A. (2015). Le façonnage de la critique par les dispositifs. Le cas du débat sur les nanotechnologies. *Semen*, 39. Doi : <https://doi.org/10.4000/semen.10472>
- Eriksen, E. O. (2009). *The Unfinished Democratization of Europe*. Oxford GB: Oxford University Press.
- Esau, K. *et al.* (2021). Different Arenas, Different Deliberative Quality? Using a Systemic Framework to Evaluate Online Deliberation on Immigration Policy in Germany. *Policy & Internet*, 13(1), 86-112. Doi : <https://doi.org/10.1002/poi3.232>
- Esterling, K. M., Fung, A. & Lee, T. (2015). How Much Disagreement is Good for Democratic Deliberation? *Political Communication*, 32(4), 529-555. Doi : <https://doi.org/10.1080/10584609.2014.969466>
- Freelon, D. (2015). Discourse Architecture, Ideology, and Democratic Norms in Online Political Discussion. *New Media & Society*, 17(5), 772-791. Doi : <https://doi.org/10.1177/1461444813513259>
- García-Espin, P. *et al.* (2020). Participatory Frustration: The Unintended Cultural Effect of Local Democratic Innovations. *Administration & Society*, 52(5), 718-748. Doi : <https://doi.org/10.1177/00953997198336>
- Isernia, P. *et al.* (2014). Vers une sphère publique européenne : le projet EuroPolis. Dans R. Kies & P. Nanz (Ed.), *Les Nouvelles Voix de l'Europe : analyse des consultations citoyennes* (pp. 116-150). Windhof : Larcier Luxembourg.
- Karlsson, M. (2010). A Panacea for Pan-European Citizen Participation? Analysis of the 2009 European Citizens Consultations. Dans E. Amnå (Éd.), *New Forms of Citizen Participation: Normative Implications* (pp. 97-112). Baden-Baden: Nomos.
- Kies, R. & Nanz, P. (Ed.) (2014). *Les Nouvelles Voix de l'Europe : analyse des consultations citoyennes*. Windhof : Larcier Luxembourg.
- Kies, R. & Wojcik, S. (2010). European Web-Deliberation: Lessons from the European Citizens Consultation. Dans F. De Cindio, A. Machintosh & C. Peraboni (Éd.), *Online Deliberation* (pp. 198-212). Fourth International Conference: University of Leeds.
- Maia, C. *et al.* (2021). What Kind of Disagreement Favors Reason-Giving? Analyzing Online Political Discussions across the Broader Public Sphere. *Political Studies*, 69(1), 108-128. Doi : <https://doi.org/10.1177/00323217198947>
- Monnoyer-Smith, L. & Talpin, J. (2014). Parler dans le vent ? Discussion autour de la qualité de la délibération dans le projet Ideal-EU. Dans R. Kies & P. Nanz (Éd.), *Les Nouvelles Voix de l'Europe : analyse des consultations citoyennes* (pp. 160-185). Windhof : Larcier Luxembourg.
- Van Ingelgom, V. (2014). *Integrating Indifference: A Comparative, Qualitative and Quantitative Approach to the Legitimacy of European Integration*. London: ECPR Press.
- Wojcieszak, M. & Mutz, D. (2009). Online Groups and Political Discourse: Do Online Discussion Spaces Facilitate Exposure to Political Disagreement? *Journal of Communication*, 59, 40-56. Doi : <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2008.01403.x>



- 
- Wojcieszak, M. & Price, V. (2010). Bridging the Divide or Intensifying the Conflict? How Disagreement Affects Strong Predilections about Sexual Minorities. *Political Psychology*, 31(3), 315-339. Doi : <https://doi.org/10.1111/j.1467-9221.2009.00753.x>
- Wojcik, S. (2011). Participer... et après ? L'expérience des Consultations européennes des citoyens 2009. *Politique européenne*, 34, 135-166. Doi : <https://doi.org/10.3917/poeu.034.0135>
- Wright, S. (2007). A Virtual European Public Sphere? The Futurum Discussion Forum. *Journal of European Public Policy*, 14(8), 1167-1185. Doi : <https://doi.org/10.1080/13501760701656403>
- Zhang, W. & Chang, L. (2014). Perceived Speech Conditions and Disagreement of Everyday Talk: A Proceduralist Perspective of Citizen Deliberation. *Communication Theory*, 24, 124-145. Doi : <https://doi.org/10.1111/comt.12034>



Publié sous la licence Creative Common  
«Attribution – pas d'utilisation Commerciale – Pas de Modification 4.0. International»  
(CC BY-NC-ND)